

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 24/358

**RETROCESSION DES
PARCELLES A OLLIOULES
CADASTREES SECTION BI
NUMEROS 56-59-60-61 ET 67 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/358

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : RETROCESSION DES PARCELLES A OLLIOULES
CADASTREES SECTION BI NUMEROS 56-59-60-61 ET
67 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/06/133 en date du 8 juin 2023 portant approbation du bilan de concertation complémentaire pour la réalisation d'un projet TCSP-BHNS et l'évolution du tracé dit en « Y »,

VU le tracé retenu antérieurement assurant une jonction entre le Technopôle de la Mer site d'Ollioules et la gare de La Seyne-sur-Mer,

VU l'ordonnance d'expropriation du 27/10/2010, incluant notamment les parcelles cadastrées section AI n°1182, 1241, 1243, 1245 et 1248 (3 924 m²),

VU le remaniement cadastral opéré sur la Commune d'Ollioules et la renumérotation des parcelles concernées sous la référence section BI numéros 56-59-60-61 et 67,

CONSIDERANT que les travaux d'aménagement de la voie n'ont pas été réalisés sur ce secteur,

CONSIDERANT que les indemnités de dépossession découlant de l'expropriation n'ont jamais été proposées ni versées au propriétaire des parcelles,

CONSIDERANT que l'itinéraire du TCSP ayant justifié l'expropriation des parcelles n'a pas été retenu dans le cadre de la concertation publique préalable au projet de TCSP-BHNS,

CONSIDERANT à juste titre la demande de la société IMMOBILIERE CARREFOUR, propriétaire des parcelles en question, de bénéficier de leur rétrocession, tel que précisé dans son courrier reçu le 22 avril 2024,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER la rétrocession des parcelles sises à Ollioules (83190) quartier Quiez cadastrées section BI n°56-59-60-61 et 67 au profit de la société IMMOBILIERE CARREFOUR.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette rétrocession s'opère à titre gratuit, compte tenu du fait que l'indemnité de dépossession découlant de l'ordonnance d'expropriation n'a jamais été versée.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'acte sera établi en la forme administrative.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'acte de rétrocession et tous documents annexes s'y rapportant.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits nécessaires aux frais d'actes sont inscrits au budget principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, 21-2111-844-FONCIER - OP 10996.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



EXTRAIT
des Minutes du Greffe du
Tribunal de Grande Instance
de l'Arrondissement
TOULON
DEPARTEMENT DU VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULON

CHAMBRE DES EXPROPRIATIONS DU VAR

DOSSIER : 10/00053

AFFAIRE : Réalisation de la 1^{ère} ligne tramway - Commune LA GARDE
LA SEYNE SUR MER, OLLIOULES, LA VALETTE DU VAR

MINUTE

ORDONNANCE D'EXPROPRIATION

L'AN DEUX MIL DIX ET LE VINGT SEPT OCTOBRE ;

En notre cabinet, au siège du Tribunal de Grande Instance de TOULON ;

Nous, Dominique TATOUEIX, Juge de l'Expropriation pour le département du Var, désigné par Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence en conformité des dispositions des articles L.13-1, R.13-1 et R.13-2 du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Assisté de Madame Nicole BIAGGI, greffier de la juridiction désignée conformément aux dispositions de l'article R. 13-10 dudit code ;

Vu les articles L.12-1 à L.12-3 et R.12-1 à R.12-4 du même code ;

Vu la requête de Monsieur le préfet du Var en date du 14 octobre 2010, l'ensemble des pièces du dossier qu'il nous a adressées ;

Vu la lettre de transmission du dossier à Monsieur le préfet du Var, faite le 28 septembre 2010, par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, autorité expropriante

Vu l'arrêté de Monsieur le préfet du Var en date du 21 décembre 2000 modifié par arrêté préfectoral du 02 février 2005 et prorogé par arrêté préfectoral du 15/12/2005 intervenus ensuite de l'enquête prévue par les articles L.11-1 et R.11-1 à R.11-18 du code susvisé, lequel :

* dans son Article 1 :

a déclaré d'utilité publique les acquisitions d'immeubles désignés aux plans soumis à l'enquête et les travaux nécessaires à la construction de la première ligne de tramway de l'agglomération toulonnaise reliant Le Pradet à Saint-Mandrier, et à ses aménagements connexes (parkings, pôles d'échanges avec les bus, construction d'un dépôt-atelier, modifications et créations de voiries) sur les communes de : Le Pradet, La Garde, La Valette-du-Var, Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier

* dans son Article 2 :

emporte approbation des nouvelles dispositions des plans d'occupation des sols des communes de Le Pradet, La Garde, La Valette-du-Var, Toulon, La Seyne-sur-Mer, Ollioules et Saint-Mandrier ;

Vu le plan parcellaire des terrains ou bâtiments à exproprier et la liste des propriétaires établis en conformité de l'article R. 11-19 du code susvisé ;

Publié et enregistré au Bureau
des Hypothèques de Toulon
Le 15/10/2010
Volume 109 n° 11416

COPIE
POUR INFORMATION

Vu l'arrêté de Monsieur le préfet du Var en date du 29 mars 2010 ordonnant l'ouverture de l'enquête parcellaire prescrite par les articles R.11-19 à R.11-31 dudit code, désignant **Madame Gisèle FERNANDEZ** en qualité de commissaire-enquêteur et précisant toutes les formalités, délais, lieux et heures de cette enquête, ainsi qu'il est prescrit à l'article R.11-10 sus-énoncé ;

Vu un exemplaire de l'affiche du sus-dit arrêté et les certificats des maires de LA GARDE, OLLIOULES, LA VALETTE DU VAR et LA SEYNE-SUR-MER attestant de l'affichage effectué les 06 avril, 15 avril, 26 avril et 07 mai 2010 préalablement à l'ouverture de l'enquête le 17 mai 2010 ;

Vu l'exemplaire certifié conforme du journal d'annonces légales dénommé "Var-Matin" en date du 05 mai 2010 ayant publié cet arrêté ;

Vu les copies des notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairies de LA GARDE, OLLIOULES, LA VALETTE DU VAR et LA SEYNE-SUR-MER, faites par lettres recommandées, ensemble les accusés de réception desdites lettres adressées aux propriétaires intéressés, tels qu'ils figurent sur la liste établie en conformité de l'article R.11-19 dudit code, savoir :

Commune de LA SEYNE-SUR-MER :

- * M. HONORE d'ESTIENNE D'ORVES Marc - AR 20/04/2010
- * CALLIER Robert Louis - AR 21/04/2010
- * CALLIER André Bernard - AR 21/04/2010
- * PAULE Simone Eugénie - AR 21/04/2010
- * SCI LES GEMEAUX représentée par M. AUDEMAR Henri, administrateur
AR 20/04/2010
- * SCI DU CAPITAINE GEZE représentée par M. GAMBA Claude, gérant
AR 20/04/2010
- * SCI DU QUARTIER DE BREGAILLON DE LA SEYNE SUR MER représentée par
M. GERARD Pascal, gérant - AR 21/04/2010

Commune de LA GARDE :

- * le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble "Résidence Sainte Anne" représenté par son syndic le cabinet Foncia SOGIM à LA GARDE - AR 21/04/2010
- * le Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier "Les Myrtes" représenté par son syndic le cabinet AZUR PROVENCE - AR 21/04/2010
- * Melle BUFFA Francine Paulette - AR 22/04/2010
- * Mme ROUX Victoria Veuve BUFFA Ludovic - AR non daté
- * le syndicat des copropriétaires de la parcelle AN 369 à LA GARDE représenté par les copropriétaires en l'absence de syndic déclaré, savoir :
 - Mme CORREIA Maria Vve COELHO Manuel - AR 21/04/2010
 - Mme COELHO Helia épouse BOUISSON Philippe - AR non daté
 - M. COELHO Robert époux COLIN Odile - AR 21/04/2010
 - M. COELHO André Roger - AR 20/04/2010
 - M. SACCOCCIO Francesco Paolo - AR 21/04/2010
 - Mme CARELLO Maria divorcée SACCOCCIO Francesco - AR 21/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires de l'immeuble "Les Florales de la Garde" représenté par son syndic le cabinet Foncia SOGIM à LA GARDE - AR 21/04/2010
- * M. GILLES Pierre Albert et son épouse née DESPATURE Nicole
2 AR 24/04/2010
- * Mme BERNARD Gisèle Vve TERRAS Georges - AR 22/04/2010
- * SCI "MAJIE-MJC" représentée par M. COLL Arnaud - AR 21/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires de l'immeuble "Le Magali" représenté par son syndic l'agence Les Clés du Sud à LA GARDE - AR 21/04/2010
- * la SCP "CHRISTIAN-PATRICIA-MAGALI" représenté par son gérant M. IGNESTI
AR 21/04/2010
- * Mme JULIEN Marie-Jeanne épouse ALLEGRE Jean François - AR 21/04/2010

- * M. JULIEN Elie François - AR non daté
- * M. ALLEGRE Jean François et son épouse née JULIEN Marie-Jeanne
2 AR du 21/04/2010
- * Mme GUILLEMINOT Bernadette Veuve MESMIN Claude - AR 21/04/2010
- * M. MESMIN Jean-Michel Adrien - AR 21/04/2010
- * la société civile "SCI BP MIXTE" représentée par :
L'exploitant public dénommé LA POSTE, M. Jean-Paul BAILLY Président
Du conseil d'administration - AR 21/04/2010
- * M. BONNET Charles René et son épouse née LEFEBVRE Michèle-2 AR 21/04/2010
- * BONNET Christian Bernard - AR 21/04/2010
- * syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section AE 98 représenté par
M. et Mme AMAUDRIC/GIRAUDO Jean-Marc - AR 22/04/2010
- * M. GUEIT Roger Joseph - AR non daté
- * M. GUEIT Gilbert André - AR 21/04/2010
- * Mme GUEIT Maryse épouse CARBONEL José - AR 21/04/2010
- * M. GUEIT Jean-Claude Jules - AR non daté
- * M. RIGAL Victor Elie et son épouse née CASANOVA Antoinette-2 AR 21/04/2010
- * syndicat des copropriétaires des parcelles cadastrées section AE 102 et 103 représenté
par Mme BOUDILLON Paulette épouse VICTOR et Mme BOUDILLON Michelle
épouse PEDRONI - 2 AR 21/04/2010
- * M. CORON Jean-Louis Marcel et son épouse née SELME Monique - 2AR 21/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier "LES PASCAL représenté
par son syndic la société IMMO DE FRANCE à TOULON - AR 20/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires de la copropriété "LE PLEIN SOLEIL représenté par
son syndic le cabinet AZUR PROVENCE - AR 21/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires de la parcelle AT 900 à LA GARDE représenté par
Son syndic OMNIUM Services Immobiliers - AR 21/04/2010

Commune d'OLLIOULES :

- * la société "MUTUELLES DE FRANCE DU VAR" représentée par M.
LIVACHE Alain - AR 22/04/2010
- * la société "VAR OUEST représentée par M. LLEU - ar 22/04/2010
- * M. PICHAUD André Jean - AR 21/04/2010
- * M. CABANIS Michel Marius et son épouse née Françoise MERCHEYER-
2 AR 22/04/2010
- * M. CABANIS Frédéric Laurent - AR 22/04/2010
- * Melle CABANIS Fany Françoise - AR 22/04/2010
- * M. CABANIS Michel Marius - AR 22/04/2010 - ...
- * M. PIRROTTA Pasquale Giuseppe et son épouse née NAVA Maria-Rosa -
2 AR 21/04/2010
- * M. PIRROTTA Antoine divorcé FAUCHIER - AR non daté
- * Melle REY-LESCURE Françoise Christiane - AR 22/04/2010
- * Mme REY-LESCURE Sabine épouse FERRER Marcel - AR non daté
- * Mme SERMANT Odile épouse TRUBERT Georges - AR 21/04/2010
- * Mme SERMANT Michèle épouse CHARRUET Paul - AR 21/04/2010
- * M. BRELET Jean-Loup Claude - AR 21/04/2010
- * Mme BRELET Véronique épouse THEUNISSEN Jacques - AR 22/04/2010
- * M. BRELET Denis Gilles - AR 22/04/2010
- * Mme MAILLET Sabine épouse JEANNOT Robert - DATE AR ILLISIBLE
- * M. VIALE Roger Louis - AR 21/04/2010
- * société "NEULLY GESTION" représentée par M. GAFFINEL Christian -
AR 21/04/2010
- * la société "SNC VIGNE-QUIEZ" représentée par M. AUDOUIN Jean, gérant
AR 22/04/2010
- * la société "SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE LES CAVES D'AZUR"
AR 21/04/2010
- * la COOPERATIVE OLEICOLE DU CANTON D'OLLIOULES - AR 22/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section AI 781 représenté
Par la SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE LES CAVES D'AZUR
AR 22/04/2010
- * la société "SOCIETE CIVILE DES AMANDIERS " - AR 22/04/2010

- * la société "MISTRE et COMPAGNIE" - AR 21/04/2010
- * Mme DE VEDRINES Antoinette Vve TESTE DE SAGEY Armand -AR non daté
- * Mme TESTE de SAGEY Anne Monique - AR 20/04/2010
- * Mme TESTE de SAGEY Chantal épouse NENARD Dominique-AR 22/04/2010
- * Mme TESTE de SAGEY Hélène épouse VIDAL GIRAUD Benoît - AR 22/04/2010
- * M. TESTE de SAGEY Hubert Henri - AR 21/04/2010
- * M. TESTE de SAGEY Jean Claude - AR non daté
- * société "IMMOBILIERE CARREFOUR" - AR 23/04/2010
- * M. DOUCET Bernard et son épouse née GUILLOTEAU Françoise- 2 AR 22/04/2010
- * M. PRANGE Philippe Yves - AR 22/04/2010
- * Melle PRANGE Charlotte Simone Roseline - AR 23/04/2010
- * Melle PRANGE Hortense Fanny Marie - MAR 23/04/2010
- * Mlle PRANGE Philippine Geneviève Adèle - AR 23/04/2010
- * M. PRANGE Guy Claude - AR non daté
- * M. ANGOTTI Gérard Sauveur - AR non daté
- * M. ANGOTTI Patrick Georges - AR 30/04/2010
- * Mme CILONA Carmela Vve MEDURI Pasquale - AR 22/04/2010
- * M. MEDURI Joseph Marc - AR 22/04/2010
- * M. MEDURI Pascal Patrick - AR 22/04/2010
- * Mme GIRAUD Geneviève Vve VUILLON Jules - AR non daté
- * M. VUILLON Alain Marie Henri - AR non daté
- * M. VUILLON Daniel Pierre Marie - AR non daté
- * M. BARTOLI Sébastien Bernard et son épouse née MUNOZ Sophie -
2 AR 23/04/2010
- * M. MULLER Jean-Paul et son épouse GARNUNG Noëlle - 2 AR non datés
- * M. CALLIER Robert Louis - AR 23/04/2010
- * M. CALLIER André Bernard - AR 22/04/2010
- * M. HONORO d'ESTIENNE D'ORVES Marc - AR 22/04/2010
- * société "OLIOCAR" - AR 21/04/2010
- * société "CONSTRUCTION DEVELOPPEMENT INVESTISSEMENT" SARL
Représentée par M. LO GAGLIO Adelio - AR 22/04/2010
- * le syndicat des copropriétaires des parcelles cadastrées section AH n° 780-871-645-66
représenté par la SCI LES FLEURS N° 2 en qualité de syndic bénévole, représenté
par M. LO GAGLIO Adelio - AR 22/04/2010

Vu les certificats des maires de :

* **LA VALETTE DU VAR** en date du 06 MAI 2010 attestant de l'affichage en mairie de la notification de l'enquête parcellaire concernant les propriétaires n'ayant pu être touchés, savoir :

* EP 1 Bis et Ter : M. NARKISIAN Rafaël Edouard
M. NARKISIAN Jean-Brice Arman

* **LA SEYNE-SUR-MER** en date du 10 MAI 2010 attestant de l'affichage en mairie de la notification de l'enquête parcellaire concernant le propriétaire n'ayant pu être touché, savoir :

* EP 6 - VERMOREL Albert Antoine

* **OLLIOULES** en date du 04 JUIN 2010 attestant de l'affichage en mairie de la notification de l'enquête parcellaire concernant les propriétaires n'ayant pu être touché, savoir :

EP 1 : la société "MUTUELLES DE FRANCE DU VAR" représentée par M.
LIVACHE Alain

EP 5 : BERNARD Olivier Georges

EP 6 : M. CABANIS Jean-Paul Joseph

Mme MARI Josette Vve CABANIS Robert

EP 11 : Héritiers non identifiés de Melle SERMANT Brigitte

Héritiers non identifiés de M. MAILLET Bernard

BOURGAREL Geneviève épouse JOUVE Just

EP 11 suite : Société "I.C.A." SARL
 Société "EMA" S.A
 EP 14 : emphytéote : la société "SCI DU CLOS DU HAUT"
 EP 18 : Mme PRANGE Geneviève épouse LELAY Henri
 LELAY Grégory Nicolas
 LELAY Jean-Pascal Christian
 PRANGE Victoire Philippine Marie
 PRANGE Alain Marie Jérôme
 PRANGE Claude Hélène
 PRANGE Marcel Raoul
 EP 19 : ANGOTTI Marc Gérard
 ANGOTTI Pierre-Henri
 EP 20 : MEDURI Jean
 EP 21 : VUILLON Bernard Henri Marie

* **LA GARDE** en date du 05 MAI 2010 attestant de l'affichage en mairie de la notification de l'enquête parcellaire concernant les propriétaires n'ayant pu être touché savoir :

EP 1 : société "ABATALA"
 EP 5: héritiers non identifiés de M. COELHO Manuel
 EP 6 : SCI LES RESTANQUES DU THOUAR représentée par M. BELHOMME
 Marcel
 EP 7Bis : héritiers non identifiés de M. PAGES Louis Antoine
 EP 16 : Mme MESMIN Marie-Pierre épouse GAJI Stéphane
 EP 17 : société POSTE IMMO représentée par Mme DELAGRANGE Séverine
 EP 18 : syndicat des copropriétaires de l'immeuble "Le Colibri" représenté par son
 Syndic agence AZUR PROVENCE
 EP 19 : Mme BONNET Céline épouse LABORIE Thomas
 EP 20 : syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section AE n° 98 à LA
 GARDE représenté par Mme VANDELLI Patricia et M. VANDELLI Michel
 EP 21 : Mme ROUX Paulette Veuve GUEIT Joseph
 EP 23 : Mme GIOVO Evelyne épouse BENDREITTER Thierry

Vu les registres de l'enquête parcellaire ouverts dans les communes de LA SEYNE-SUR-MER, OLLIOULES, LA GARDE, LA VALETTE DU VAR à la date du 17 mai 2010 et clos à la date du 04 juin 2010, les dossiers de l'enquête ayant été laissés à la disposition du public pendant une durée effective conforme aux prescriptions de l'article 11-10-1° du code susvisé ;

Ensemble le procès-verbal des opérations d'enquête dressé le 03 juillet 2010 par le commissaire-enquêteur, l'avis émis par celui-ci le 03 juillet 2010, la transmission du dossier avec cet avis au préfet du Var ;

Vu l'arrêté du préfet du Var en date du 14 OCTOBRE 2010 qui a déclaré cessible immédiatement, pour cause d'utilité publique divers immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers, indiqués audit arrêté et nécessaire pour parvenir à l'exécution de l'acte déclaratif d'utilité publique sus-énoncé ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par la Loi ont été remplies ; que, notamment la déclaration d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité ne sont pas caducs ;

Vu le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des Commissions Nationales Régionales et Départementales des Opérations Immobilières et de l'Architecture ;

DECLARONS expropriés, immédiatement, pour cause d'utilité publique, au profit de la **Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée**, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers situés sur les communes de **LA GARDE, LA SEYNE-SUR-MER, OLLIOULES et LA VALETTE DU VAR** désignés ci-dessous, dont l'acquisition est nécessaire pour parvenir à l'exécution de l'acte déclaratif et ce, conformément aux tableaux ci-après :

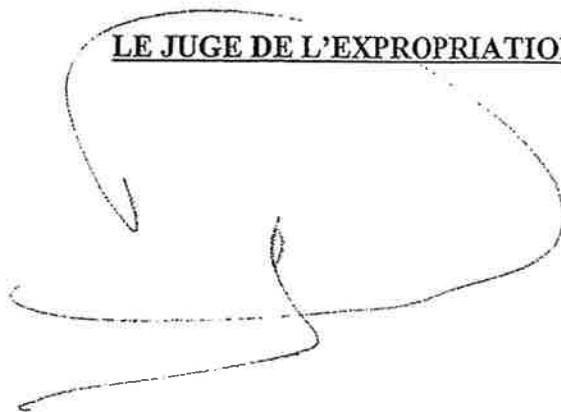
ENVOYONS l'autorité expropriante la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée en possession des immeubles, portions d'immeubles et droits réels sus-indiqués, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles L.13-1 à L.13-28 et L.15-2 du code de l'Expropriation ;

FAIT en Cabinet le vingt sept octobre deux mil dix, au Palais de Justice de TOULON, par le juge de l'Expropriation du Département du Var

LE GREFFIER,



LE JUGE DE L'EXPROPRIATION,



MANDEMENT

En conséquence, la REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne :

A tous huissiers de Justice sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution ;

Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main ;

A tous Commandants et Officiers de la Force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis

GROSSE CERTIFIÉE CONFORME ET DELIVRÉE PAR LE GREFFIER EN CHEF SOUSSIGNÉ.

LE GREFFIER EN CHEF



li 29/10/2010

**ETAT PARCELLAIRE
DES IMMEUBLES A ACQUERIR DANS LA COMMUNE D'OLLIOULES**

COMMUNE D'OLLIOULES										T.C.S.P
N° PLAN PARCEL LAIRE	DESIGNATION CADASTRALE					PARCELLE MUTEE		PARCELLE HORS EMPRISE RESTANT LA PROPRIETE DES EXPROPRIES		PROPRIETAIRE EXPROPRIE
	Section	N°	Adresse Ou lieu-dit	Surface (m²)	Nature	Lot	N°	Sur- face (m²)	N°	Surface (m²)
16	AI	714		3 038			1245	517	1244	1993
	AI	1180		7 650			1248	100	1246	125 ec : 403 m2
	AI	1182	Quiez	1 714	Terre	/	1182	1714	1247	7550
	AI	324		1 625			1241	170	/	/
	AI	711		2 409			1243	1429	1240	1852
<p><u>ORIGINE DE PROPRIETE :</u></p> <p>Acquisition en totalité aux termes d'un acte reçu par Maître GUERIN, Notaire salarié à LISIEUX (Calvados) avec la participation de Maître LEFEVRE, Notaire associé à PARIS, le 6 mars 2002, suivi d'un acte complémentaire en date du 10 septembre 2004, publié au 2^{ème} Bureau des Hypothèques de TOULON le 22 novembre 2004 – Volume 04P n° 12265 – contenant apport partiel d'actif, mais de la totalité des parcelles, par la société CONTINENT HYPERMARCHES à la société IMMOBILIERE CARREFOUR</p>										
<p>ec : 397 m2</p> <p>ec : 245 m2</p> <p><u>Inscrit à la matrice cadastrale :</u> SAS CONTINENT HYPERMARCHES <u>Propriétaire réel :</u> La société dénommée « IMMOBILIERE CARREFOUR » société par actions simplifiée au capital de 842 344 356,15 €, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris – N° SIREN 323 439 786 – inscrite au registre du commerce et des sociétés de CAEN (Calvados) – représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Lars Olofsson domicilié au siège social</p>										

DA n° 3237 P du 19/08/2010



IMMOBILIERE CARREFOUR
93 AVENUE DE PARIS
91300 MASSY



METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
Hôtel de la Métropole
107 boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

A l'attention de Jean-Pierre GIRAN
En sa qualité de Président

N/REF : SITE OLLIOULES/
V/REF : DIF/Foncier/JPG/VP/CW/CH/PB/2024/240
Objet : TCSP Ollioules – Rétrocession des parcelles expropriées.

Monsieur le Président,

Je fais suite à votre correspondance en date du 2 avril 2024, nous indiquant que les parcelles section BI numéros 56, 59, 60, 61 et 67, expropriées suite à une ordonnance d'expropriation rendue le 27 octobre 2010, devraient faire l'objet d'une rétrocession à leur propriétaire d'origine.

Par la présente, nous vous confirmons que nous sommes tout à fait disposés à régulariser cette rétrocession.

Nous vous précisons que la rétrocession peut effectivement intervenir au profit de la société IMMOBILIERE CARREFOUR, pour ces parcelles antérieurement cadastrées section AI numéros 714, 1180, 1182, 324 et 711. Nous restons à votre disposition pour toutes précisions complémentaires.

Par ailleurs, je vous prie de bien vouloir m'adresser l'ordonnance d'expropriation en date du 27 octobre 2010.

Dans cette attente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Éric Grison
Directeur Immobilier Sud Est

www.carrefourproperty.com

IMMOBILIERE CARREFOUR – Siège social : 93, avenue de Paris 91300 MASSY

Enregistrée sous le numéro 323 439 786 R.C.S.EVRY